

Edito

Le poids des réseaux sociaux plus fort que l'"Evidence based medicine" ?

Loïc Simon
CPias Grand Est

l.simon@chru-nancy.fr

L'Evidence based medicine (EBM) ou la médecine fondée sur les faits (ou sur les données probantes) se définit comme "l'utilisation consciencieuse, explicite et judicieuse des meilleures données disponibles pour la prise de décision concernant les soins à prodiguer à chaque patient, [...] une pratique d'intégration de chaque expertise clinique aux meilleures données cliniques externes issues de recherches systématiques".

Et pourtant chaque jour qui passe nous éloigne de ce concept inventé dans les années 1980 au Canada par Gordon Guyatt à la Faculté de médecine McMaster, pour désigner cette pratique que les cliniciens avaient développée depuis plusieurs décennies pour le plus grand bien des patients et de la santé au sens large.

En effet, une crise sanitaire ou de santé publique chasse la précédente à un rythme effréné. Leur accumulation devient catastrophique pour la médecine et ses professionnels. Si la dernière crise autour du Lévothyrox® (nouvelle formule) est révélatrice d'un "nouveau" problème de santé publique, nous devons surtout nous interroger pour la santé et l'avenir du couple "médecine-média" dans notre pays comme le rappelle dans le Quotidien du médecin* le Pr Bertagna endocrinologue.

*Réflexions de bon sens d'un endocrinologue effaré, Quotidien du Médecin, 16 octobre 2017.

Aujourd'hui les adeptes du discours médical classique repris par les médias dits traditionnels (papier ou images) et donc par les décideurs politiques s'appuyant sur ces dires, se trouvent bousculés voire vilipendés par les nouveaux communicants que sont les "citoyens-consommateurs de produits de la santé" qui s'expriment eux sur d'autres canaux, plus récents et plus abordables.

Nous pouvons prendre deux exemples nous intéressant dans notre domaine de la prévention des infections associées aux soins et qui nous impactent :

- **les produits hydro-alcooliques et les perturbateurs endocriniens** : vous lirez avec intérêt le billet d'humeur de Pierre Parneix, Président de la SF2H sur ce sujet dans ce bulletin n°8, qui montre les difficultés de contrer ou plutôt de se justifier face à des contre-vérités,
- **la vaccination avec la décision d'extension à onze vaccins obligatoires**, que la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn a rendu obligatoire pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2018, et qui nourrit des réactions de colère et d'indignation sur les réseaux sociaux. Pétitions, témoignages et théories complotistes anti-vaccination resurgissent. Cette inquiétude des Français n'est pas nouvelle à l'égard des vaccins puisque les trois vaccins actuellement

obligatoires - diphtérie, tétanos, poliomyélite (DTP) - sont remis en question par de nombreux internautes depuis de nombreuses années. En effet, il y a toujours eu de vieux mouvements anti-progrès médical en ligne. Près de 41 % des Français (étude OMS 2016) sont réticents à la vaccination ce qui "contraint les pouvoirs publics à les rendre obligatoires". Ces polémiques récurrentes s'expliquent essentiellement par la survenue de plusieurs scandales sanitaires au cours de ces dernières décennies comme "l'amiante, le sang contaminé, la grippe H1N1 ou le Médiator" qui ont accentué la méfiance des Français vis-à-vis des institutions et favorisé la naissance de groupes d'internautes complotistes.

Selon Serge Blisko, ancien député, médecin de formation et président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), il faut distinguer trois "profils anti-vaccins" :

- les plus nombreux qui s'insurgent contre les "forces obscures" incarnées par les lobbys pharmaceutiques. Ils se classent dans la famille des complotistes. On retrouve chez eux un discours simpliste, où la coïncidence n'existe pas, le monde se divise entre les gentils et les méchants lobbys. Ils font bien sûr partie des "gentils" !!!
- les partisans du "New age", qui diffusent les principes d'une médecine alternative naturelle. Ils s'opposent à toutes les pratiques allant à l'encontre du cours naturel de la vie, de l'avortement jusqu'au vaccin. Cette idéologie peut s'assimiler comme une forme de mouvance sectaire, à laquelle sont réceptifs des familles, des individus isolés mais aussi des médecins. Malheureusement des exemples récents montrent que des enfants appartenant à ce type de familles sont décédés ces derniers mois, de rougeole par exemple,
- une dernière frange d'anti-vaccins rassemble les partisans d'idéologies religieuses fondamentalistes, "essentiellement protestants et catholiques".

La contestation 2.0 générée sur les réseaux sociaux et Internet, outils extraordinaires qui favorisent la mise en relation de ces "porteurs d'idéologies" avec des "internautes inquiets", cherchant des réponses, ne fait que s'accroître. Les témoignages en ligne sont d'autant plus convaincants qu'ils racontent une histoire personnelle dramatique, souvent vraie, mais pas représentative de l'ensemble de la vaccination en général. D'un cas unique

d'effets secondaires gravissimes ou de quelques cas on aboutit à la généralisation puis à la condamnation d'un produit (un exemple parmi d'autres : le vaccin anti-papillomavirus [Gardasil®](#)). Néanmoins, nous ne pouvons nier ces associations ou groupes divers car ils sont nombreux, visibles, tapageurs et "fédèrent" de nombreux sympathisants : des groupes sur Facebook comme "Info Vaccin Prevenar" compte 45 000 membres, ou "En marche pour la liberté vaccinale" qui a séduit au moins 4000 sympathisants. Et que penser des pétitions en ligne qui restent encore le meilleur moyen de se faire entendre comme celle d'Henri Joyeux qui a recueilli deux millions de signatures ?!!! Depuis mi-juin, plusieurs pétitions ont été lancées contre la décision de la Ministre de la santé. Celle contre la République des vaccins, hébergée par Néo Nutrition, regroupe 400 000 signatures, une autre remet elle en cause les dizaines de décès causés par la rougeole en France depuis 2008. A chaque fois, il est impossible de connaître l'identité de leur auteur. C'est aussi cela Internet : on peut donner son avis, insulter mais anonymement. Elle est loin l'Agora, ce lieu de rassemblement social, politique et mercantile de la cité cher à la Grèce antique, qui permettait à chacun de s'exprimer et de débattre.

Alors comment pouvons-nous agir ? Ne rien faire et attendre que de nouveaux orages ou cyclones dans le domaine de la santé passent ?

Non, car il y en aura forcément d'autres. Et puis refuser le débat, c'est donner tort à ces contradicteurs.

Il est surtout important d'expliquer, toujours expliquer aux patients et leurs proches avec des mots simples et rassurants mais reposant sur les EBM.

Il faudrait aussi former les nouvelles générations à avoir un sens critique plus aigu pour analyser les flots de nouvelles déversées chaque jour par ces nouveaux canaux d'informations que représentent Facebook, Twitter et tant d'autres à naître. Tout n'est pas à jeter mais cela nécessite de savoir séparer le bon grain de l'ivraie.

Par ailleurs, il est aussi fondamental de rappeler que lorsque l'on administre un produit P à plusieurs millions de personnes, il est vraisemblable qu'il y ait malheureusement des effets secondaires de notifiés. C'est le principe de la Pharmacologie. On l'oublie ! A titre d'exemple récent, pour le Lévothyrox® 14 633 signalements ont été reçus par les centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) au 15/09/2017 (...) ce qui représentent 0,6 % des 2,6 millions de patients traités par Lévothyrox® nouvelle formule. C'est beaucoup quand on est un patient qui souffre de ces effets secondaires mais c'est aussi proba-

blement peu à l'échelle d'une population traitée (quand bien même l'exhaustivité des signalements ne soit pas parfaite).

Ne pas stigmatiser les malades mais ne pas accepter que l'on dise n'importe quoi. Sinon demain sera l'enfer.

"Science sans conscience n'est que ruine de l'âme"

Rabelais

